

UNE VIOLENCE INVISIBLE

par COLPAZ¹

Il y a deux semaines, on apprenait que 11 des 12 députés de la Asamblea Departamental del Valle del Cauca, retenus en otage par les FARC, ont été abattus dans une région fortement affectée par le conflit armé. Il est très difficile à ce stade de connaître les responsabilités exactes des parties en présence, sachant que circulent sur le sujet des versions contradictoires, produites elles-mêmes par le jeu de la guerre – l'ONU vient d'exiger une enquête internationale sur le sujet. Nous voulons d'abord exprimer notre entière solidarité avec les familles de victimes dans un pays où la population civile paye, chaque jour, un tribut inacceptable à une guerre qui détruit le sens de la vie. Et condamner avec la plus grande fermeté : les FARC, parce que la séquestration de civils est un crime atroce qui n'a aucune justification politique et expose à la mort les personnes séquestrées en cas d'intensification du conflit ; et le gouvernement, parce que sa responsabilité politique est directement engagée lorsqu'il dénie l'existence du conflit armé – identifié à une simple "guerre contre le terrorisme" – et se refuse, pour des raisons idéologiques et guerrières, à en proposer une sortie non-violente par le biais d'un accord humanitaire. Face à ce drame, l'occasion nous est pourtant donnée de proposer une lecture plus globale de la situation colombienne et d'interpeller la Communauté internationale pour qu'elle intensifie son appui à une solution négociée.

1. Le terme de "conflit armé" ne reflète pas l'ampleur de ce qui se révèle être, avec les années, la plus grande tragédie humanitaire d'Amérique du Sud. En Colombie, le

¹ COLPAZ est un collectif d'associations visant à renforcer la solidarité internationale vis-à-vis de toutes les victimes du conflit armé colombien et à défendre la recherche d'une solution négociée et non-violente au conflit. Il a été fondé par le CODHES, Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento, organisation colombienne de soutien aux populations victimes du déplacement forcé, la FICIB, Fédération internationale des Comités Ingrid Betancourt, organisation de soutien aux victimes de la séquestration politique et économique, et PLANETA PAZ, organisation regroupant les mouvements sociaux colombiens issus des secteurs populaires et des minorités culturelles.

déplacement forcé de populations concerne entre 3,8 et 3,9 millions de personnes, ce qui situe ce pays à l'avant-dernière place en ce domaine, juste avant le Soudan. Ce chiffre dit l'ampleur d'une population déracinée, privée de ses liens fondamentaux – beaucoup de familles sont séparées. Et contrairement aux annonces gouvernementales, de tels mouvements se sont maintenus à un haut niveau ces dernières années.² Dans un pays où plus de 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, où 10% sont en état d'indigence complète et où les inégalités matérielles et culturelles sont considérables, cette situation traduit une superposition des violences, dont l'expression militaire ne constitue qu'un aspect.

2. Tandis que le sol et le sous-sol colombiens sont extrêmement riches, le conflit peut être analysé comme une lutte utilisant la violence militaire en vue de contrôler des ressources-clé. Le paramilitarisme en est l'un des principaux acteurs. À la tête d'intérêts économiques de très grande ampleur lui permettant de blanchir l'argent du trafic de drogue, il se livre à une véritable guerre de conquête et à une mise au pas de la population civile par la terreur, dont les premières victimes sont les paysans, les communautés indigènes, les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme, au sens large (journalistes, intellectuels, avocats, citoyens engagés). Il est responsable d'une large partie des disparitions forcées, ainsi que de nombreux crimes collectifs, allant de "simples tueries" planifiées à des pratiques de démembrement ou à la réalisation de fosses communes (Le Monde, 10 mai 2007). Son action bénéficie des appuis de l'armée, mais aussi d'une grande partie des élites sociales et politiques. Parallèlement, la participation des États-Unis et des entreprises transnationales au fonctionnement politico-industriel a contribué à accentuer la situation de conflit, notamment dans le cadre du Plan Colombie³. Plus grave encore, dans les zones nouvellement conquises, le paramilitarisme a pu reconstituer une "société nouvelle" sur les ruines des communautés qu'il a fait fuir ou massacrées : soit en s'appropriant une partie des ressources publiques ; soit en utilisant les

² Selon le Codhes, 950.000 personnes ont été déplacées sur la période allant d'août 2002 à septembre 2005, en raison du conflit armé. Sur une période proche – de juillet 2002 à juin 2006 –, plus de 7 personnes civiles ont été, en moyenne, assassinées ou portées disparues chaque jour, ce qui porte leur nombre à plus de 11.000 sur l'ensemble de ces quatre années. La Colombie compte, par ailleurs, plus de 4 millions d'exilés. Pour plus d'information, voir : www.uclouvain.be/grial, puis "Conférence Colombie".

³ Avec le Plan Colombie visant l'éradication des cultures de coca, l'actuel gouvernement bénéficie non seulement d'un soutien matériel considérable en provenance des États-Unis, mais aussi d'une source de légitimité qui lui évite de se remettre en cause. Mais en procédant à des fumigations brutales et en ne proposant aucune culture alternative, ce Plan s'est soldé par un échec. Il a profondément altéré la biodiversité, détruit de nombreuses cultures d'auto-subsistance et appauvri les populations locales, sans obtenir les résultats visés.

ressources publiques pour réaliser lui-même ce qui est habituellement effectué par l'Etat (investissements dans les écoles, la santé, les infrastructures, etc.) et en tirant de cette utilisation une reconnaissance publique, au moins dans les zones soumises à son influence. Enfin, la loi Justice et Paix de 2005, visant la "démobilisation" et la "réinsertion" des groupes paramilitaires dans la vie civile, ne tient nullement compte des standards internationaux en la matière : en refusant de confier à une justice indépendante l'accès à la vérité et la définition des sanctions, en s'abstenant de restituer les biens spoliés et en ne jetant pas les bases d'un processus de réparation – matérielle et symbolique –, elle confère au paramilitarisme une très large impunité et s'avère contraire au projet d'instituer une paix durable en Colombie.

3. En face, les FARC constituent la plus ancienne des guérillas colombiennes. Mais la perte de repères éthiques et l'affaiblissement du projet politique initial ont contribué à générer une stratégie fondamentalement guerrière, réalisée au mépris du droit humanitaire international. Cette stratégie lie l'utilisation de la violence armée à la pratique de crimes atroces, en vue de résister aux incursions des éléments adverses et de protéger leurs intérêts dans le trafic de drogue. Elle est renforcée par un gouvernement qui, à son tour, se situe sur le terrain de la guerre en refusant d'envisager une issue négociée et qui, historiquement, a une responsabilité politique et juridique majeure dans la violation systématique des droits humains et du droit humanitaire. Alors même que le parti d'opposition (PDA) et de très nombreux mouvements sociaux réaffirment leur opposition à la violence armée tout en proposant une autre orientation politique que celle pratiquée actuellement, leur voix est rendue inaudible par un engrenage qui fait le jeu des acteurs de la guerre, mais n'offre aucune solution pour l'avenir du pays.

4. Insultes publiques à l'égard des élus de l'opposition, traitement politicien des droits humains – vulgairement associés à la rhétorique de la "subversion" –, maintien du pays dans un état dramatiquement inégalitaire conduisant à priver la population de la conscience de ses droits : telles sont, en dernier ressort, les pratiques de dénigrement pratiquées au plus haut sommet de l'Etat. L'actuel pouvoir a donc beau jeu de prétendre mettre à bas les "terroristes" par l'action militaire. A plus large échelle, l'action des guérillas s'inscrit dans le cadre idéologique que les responsables politiques, mais aussi les groupes paramilitaires et les acteurs internationaux qui interviennent dans le conflit colombien, ont eux-mêmes largement

contribué à définir : celui d'une spirale mortifère sans barrière morale fondamentale, incapable de répondre à la requête de vérité, de justice et de réparation exigée par de nombreuses associations de défense des droits humains.

Voici la structure de violence, largement masquée, qui a "produit" la situation à laquelle nous assistons actuellement, dont la séquestration d'Ingrid Betancourt constitue un aspect hautement symbolique. Voilà aussi ce qui explique le fait que la stratégie isolée du président Uribe, consistant à libérer de manière unilatérale d'anciens guérilleros, ne peut être comprise comme un geste de grandeur mais, à l'inverse, comme l'expression délibérée du refus d'entamer un processus négocié. Pour enrayer cette tragédie et engager une authentique démarche de paix, nous demandons solennellement que la Communauté internationale : (i) reconnaisse l'importance de la tragédie humanitaire qui se déroule actuellement en Colombie ; (ii) renforce sa présence institutionnelle sur place par l'accroissement des moyens logistiques du bureau permanent de l'ONU et la nomination d'un haut représentant de l'Union Européenne, en complément de l'action du Groupe de contact (France, Espagne, Suisse) ; (iii) s'engage explicitement dans le refus de l'option militaire en vue de la libération des otages politiques et la réalisation d'un accord humanitaire qui ne soit pas le reflet des stratégies guerrières ; (iv) fasse pression sur l'actuel gouvernement pour exiger la poursuite des enquêtes à l'encontre de tous les auteurs des crimes de lèse-humanité commis sur son territoire, l'éradication de l'impunité et la mise en place de principes de justice reconnus internationalement, centrés sur le droit des victimes à la vérité, la justice et la réparation.